



Ocellia Lyon - semaine du 14 octobre 2024

Budget 2025 : à nous de faire payer les riches !

Le gouvernement a donc présenté son budget le 10 octobre dernier. Malgré les discours des éditorialistes bourgeois qui s'affolaient à l'idée que le gouvernement puisse taxer les plus riches, nous en sommes bien loin. Certes, Barnier a annoncé revoir « la courbe d'allègements des charges sociales », mais pour les patrons, ce sont toujours exonérations et subventions à gogo. Les 500 familles les plus riches, elles, pourront garder la main sur les 1200 milliards d'euros qu'elles possédaient en 2024 ! Certes, une contribution de 2 milliards est demandée aux plus riches d'entre elles sur trois ans, mais le gouvernement assure que ce sera exceptionnel. Comme toujours, ce sont les classes populaires qui sont les premières ciblées.

Un serrage de ceinture en règle à 40 milliards d'euros pour les services publics

Pour trouver 60 milliards d'euros et combler les déficits de l'État, autant aller chercher dans les services publics. Il est vrai qu'en la matière, Barnier et sa bande de casseurs ont mis la barre très haut. La suppression de 4 000 postes d'enseignants dans l'Éducation nationale est annoncée dans un contexte de pénurie de personnel éducatif pour prendre en charge les élèves, cette situation s'aggravant rentrée après rentrée. À cela s'ajoute une saignée historique de 15 milliards pour la Sécurité sociale : le déremboursement de certains médicaments par l'Assurance maladie compliquera encore davantage l'accès aux soins et les retraités devront attendre encore six mois pour voir leurs pensions indexées sur les prix. Quant aux travailleurs privés d'emploi par le patronat, peu épargnés par les gouvernements Borne et Attal, ils sont une nouvelle fois durement attaqués, avec 400 millions d'économie prévus sur l'assurance chômage. Faire les poches aux plus pauvres reste la bonne vieille recette de ces Robins des riches.

Les caisses de l'État se vident et les poches des riches se remplissent

Pour faire des économies, le gouvernement a eu une autre idée : supprimer 9 % du budget des fonds alloués aux Outre-mer, dans un contexte de crise sociale et de dégradation d'infrastructures vitales comme la distribution d'eau potable, il fallait oser !

Le gouvernement, qui ne perd pas le sens des priorités, n'a toutefois pas oublié d'augmenter le budget de l'armée de 3,3 milliards d'euros, pour atteindre 50,5 milliards d'euros. Préparer des conflits pour défendre les intérêts de l'impérialisme français, gaver de subventions et de commandes les marchands de canons : on reconnaît bien là les fondamentaux d'un gouvernement au service des classes dominantes !

Pour les travailleurs, pas question de payer l'addition ! Pendant que les profits se portent bien, le quotidien des classes populaires est marqué par un appauvrissement généralisé. Sur l'ensemble du territoire français, 20 200 licenciements économiques ont été enregistrés au premier trimestre 2024, touchant notamment les travailleurs du secteur automobile mais aussi du secteur social, dont la situation ne sera pas améliorée par les nouvelles coupes prévues dans le budget de la Sécurité sociale. Dans le même temps, l'inflation continue de peser lourdement sur nos dépenses quotidiennes... et le gouvernement en rajoute une couche en augmentant la taxe de consommation d'électricité de 3 milliards d'euros !

En Martinique, c'est une véritable révolte qui se lève depuis un mois contre la vie chère. Malgré la répression de l'État, les grèves et les blocages se poursuivent. Vendredi dernier, les manifestations ont entraîné la fermeture du principal aéroport de l'île ainsi que de la totalité des établissements scolaires. Ces manifestants ont totalement raison : à l'ensemble des travailleurs de les rejoindre !

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org

Ocellia cherche mécène

Formation en « ingénierie de facilitation en intelligence collective » et création d'un nouveau site en Polynésie, dans les confettis de l'ancien empire colonial français : Ocellia voit les choses en grand pour cette rentrée. Et pour financer son activité, la directrice générale Mme Junet fait appel à la solidarité... des mécènes. Dans un clip, publié le 17 septembre sur youtube, elle explique l'intérêt de la démarche pour les entreprises et fondations. Valorisation de l'image des mécènes lors des événements ; attribution de leur nom à des espaces de l'école ; promotion de leurs activités et métiers... le tout déductible d'impôts. Une façon peut-être d'anticiper les conséquences des 15 milliards d'euros d'économies sur les services publics prévues par Macron et Le Pen. Pour prendre sur les profits des grandes entreprises afin de financer la santé, le social et l'aide à la personne à hauteur des besoins, il faudra une toute autre politique que cette optimisation fiscale qui prétend soutenir les « acteurs de terrain aux conditions de travail parfois si difficiles mais tellement nécessaires. »

Réseaux sociaux : bientôt des bots pour faire percer ocellia ?

Jusque cet été, on tombait sur la page ocellia_en_lutte lorsque l'on tapait le nom de l'école sur Instagram. Sans doute soucieuse de pouvoir exprimer son point de vue en face de celui des étudiant.e.s mobilisé.e.s, la direction a créé en cette rentrée une page officielle de l'école. Problème, entre les 1933 likes affichés sur le carton publicitaire du hall et les 70 likes des meilleures posts, il reste un écart à combler. Pas découragée pour autant, la direction cherche désormais à recruter une vingtaine d'ambassadeur.ice parmi les élèves. Toutefois l'annonce ne dit pas si les 4 à 6h mensuelles sont rémunérées, ni si l'autonomie et la créativité demandées pour le poste incluent le fait de réclamer un véritable accès aux services du CROUS et des moyens pour aider à trouver ses stages.

Ibis Mermoz

À l'hôpital Jean Mermoz, les patients viennent de loin pour se faire opérer et font parfois plusieurs heures de route pour rejoindre l'hôpital. Avec des opérations dès 7h du matin, les patients sont obligés d'arriver la veille. Rien de bien choquant jusque là, cette soirée est aussi l'occasion pour les soignants de vérifier que tout est prêt pour l'opération du lendemain. Mais toujours prête à faire des économies, la direction de l'hôpital hésite à faire dormir les patients non plus à l'hôpital... mais à l'hôtel ! Moins cher pour l'hôpital, mais bien plus chronophage pour les soignants qui devront suivre leurs patients à distance ! On espère qu'ils n'en profiteront pas en plus pour supprimer des postes.

Quand le plafond nous tombe sur la tête

Le 14 septembre, un faux plafond est tombé sur un lit dans l'unité d'hospitalisation de courte durée des urgences du groupe hospitalier de Pellegrin. Par chance, la patiente et son accompagnant présents n'ont pas été blessés. Cet "incident malheureux", pour reprendre les propos de la direction, est une nouvelle illustration du délabrement non seulement du CHU de Bordeaux mais de l'ensemble du système de santé. La nouvelle ministre de la Santé, Darrieussecq, a déjà annoncé : "Je ne suis pas une fée [...] les enveloppes n'augmenteront jamais à la hauteur que tout le monde espérait." Les "fées" du gouvernement préfèrent se pencher sur d'autres berceaux, comme Sanofi, qui vient de bénéficier de 240M€ d'aides de l'État...

Embauches de médecins, mais à quel prix ?

Nous avons appris l'intégration d'un nouvel interne au CHU de Toulouse. Une nouvelle somme toute assez classique voire réjouissante au vu de la pénurie de médecins. Mais ce qui inquiète les soignantes et les patientes, c'est que l'interne de 26 ans a récemment reconnu être l'auteur de plusieurs agressions sexuelles et a été condamné à 5 ans de prison avec sursis. La presse souligne un problème éthique à embaucher un médecin avec un casier, pour nous, le problème vient surtout de l'infraction commise ! À croire que les directeurs d'hôpitaux n'ont jamais entendu parler du MeToo soignant.

Ce bulletin est le tien, fais-le circuler ! Tu peux nous aider en l'informant.

Prends contact avec nos militants et militantes : lyonrhone@npa-revolutionnaires.org